

Mark
M. Lowenthal*

Président de l'Intelligence & Security Academy, l'ex-directeur adjoint de la CIA estime que la mise en cause de l'institution par Obama relève d'une méconnaissance du métier de renseignement et témoigne d'attentes politiques irréalistes.

La première crise du renseignement du président Obama

Le Président Obama continue d'avoir une relation décidément ambivalente avec le renseignement américain. La dernière preuve en est le langage extrêmement rude qu'il a employé pour décrire la façon dont le renseignement a « échoué » dans le partage de ses informations, en permettant à Umar Abdulmutallab d'embarquer à bord d'un avion à destination des États-Unis.

En vérité, Obama s'est précipité, alors qu'il se trouvait encore à Hawaï, pour juger l'événement comme un « échec systémique ». Ses vues proviennent, en partie, de son acceptation d'une vision courante mais malheureusement simpliste : le renseignement n'a qu'à

« connecter les points » (« connecting the dots », selon l'expression populaire) que constituent les différents indices d'information. Plusieurs éléments d'information – rapprochés correctement et en temps utile – « auraient » peut-être pu prévenir le geste d'Abdulmutallab avant son embarquement sur le Northwest 523. Mais étaient-ils suffisamment probants pour que les agences se

concentrent sur cet individu ? Le président Obama a dit qu'ils l'étaient. Peut-être rétrospectivement, mais pas nécessairement à l'époque. Une incom-

préhension persiste à propos de ce qu'est l'analyse en matière de renseignement, spécialement dans le domaine du terrorisme. Pris en eux-mêmes, les « points » concernant Abdulmutallab peuvent paraître alarmants. Mais analyser n'est pas seulement assembler les pièces d'un puzzle. C'est plutôt travailler simultanément sur de nombreux puzzles – peut-être des centaines – et décider quel puzzle prime et quelle pièce y privilégier. La base de données Terrorist Identities Datamart Environment (Tide) compte 500 000 noms. La « no-fly list » en compte 4 000, sans mentionner les 14 000 censés faire l'objet d'un contrôle allégué. Cela fait beaucoup de « points » à surveiller régulièrement.

Beaucoup, spécialement au Congrès, sont aujourd'hui indignés, parce qu'ils pensaient avoir réglé le problème par l'adoption de la loi Intelligence Reform and Terrorist Prevention Act de décembre 2004, créant un directeur du renseignement national (Director of National Intelligence, ou DNI) pour superviser l'ensemble du renseignement américain. Mais cette loi a été fondée sur les conclusions erronées de la Commission du 11 Septembre, dont les membres ont préconisé la création du DNI sans même s'appuyer sur des constats. Beaucoup d'entre nous ont témoigné devant le Sénat, mettant en garde contre l'ajout d'une nouvelle couche sans que l'on change substantiellement le traitement du renseignement. Le DNI, malgré les efforts des trois personnalités dévouées qui l'ont dirigé à ce jour, ne peut disposer d'une capacité à superviser des informations aussi détaillées que dans l'affaire d'Abdulmutallab. En outre, il n'y aura jamais assez d'analyses ou de bases de données pour garantir que chaque indice suspect soit « connecté » correctement ou à temps.

Ces fragilités sont aggravées par des attentes politiques irréalistes. Le président et le Congrès ont constamment assuré aux citoyens américains qu'ils étaient désormais en totale sûreté, n'ayant pas l'honnêteté de leur dire qu'ils n'étaient pas devenus invulnérables. Ils ont ainsi créé une situation dans laquelle ils doivent maintenant surréagir à chaque nouvel effort terroriste. Ni les Administrations Bush et Obama ni le Congrès n'ont réussi à résoudre cette question : combien de fois faut-il que le renseignement soit exact ? Il serait bien sûr idéal de pouvoir signaler chaque événement et déjouer chaque attaque. Mais ce n'est pas possible, et aucune agitation bureaucratique n'y contribue- ra significativement.

choix initial, à la tête de la CIA. Ironiquement, c'est ce dernier qui est maintenant chargé de l'enquête sur l'affaire Abdulmutallab.

Beaucoup à la CIA, spécialement au sein de son National Clandestine Service (NCS) – qui a succédé à la Direction des opérations de l'Agence –, voient, au mieux, dans la nomination du procureur spécial, une invitation à l'autoflagellation, redoutant que l'inévitable pression sur ce procureur ne conduise à des mises en examen. Quelques cadres du NCS estiment déjà qu'il serait nécessaire de faire preuve de beaucoup moins d'ardeur dans des opérations en cours, afin de ne pas risquer des investigations ultérieures. La perte des officiers de Khost galvanisera le renseignement

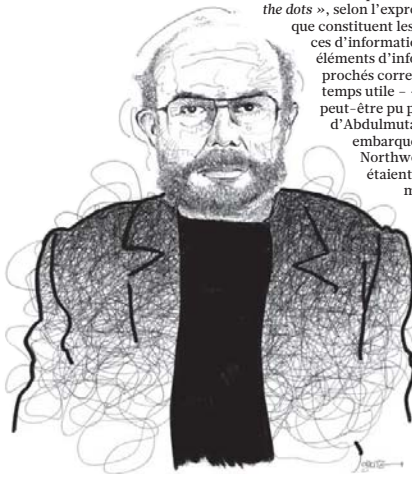
« Le président et le Congrès ont constamment assuré aux citoyens américains qu'ils étaient désormais en totale sûreté, n'ayant pas l'honnêteté de leur dire qu'ils n'étaient pas devenus invulnérables »

L'attentat suicide sur la base de la CIA à Khost est survenu dans la foulée de l'affaire Abdulmutallab. Le président Obama a prononcé toutes les paroles qui devaient l'être dans ces circonstances. Mais ses propos n'ont pas réussi à estomper l'ambivalence de son attitude précédente. Lorsque Obama a pris ses fonctions, les hommes du renseignement, spécialement à la CIA, ont été soulagés de l'entendre dire qu'il fallait « aller de l'avant » et ne pas enquêter sur leurs activités passées. Le président a dû cependant céder à la pression politique en autorisant la création d'un procureur spécial pour enquêter – pour la troisième fois – sur les opérations de renseignement contre les terroristes. Auparavant, Obama avait déjà cédé à de telles pressions, en renonçant à nommer John Brennan, qui était son

américain, car la communauté de renseignement a le sens de la solidarité. Une enquête est nécessaire pour déterminer ce qui a failli dans la sécurité de la base et dans le filtrage de ce kamikaze, qui paraît avoir été un agent double. Mais, simultanément, le doute persistera sur le soutien que les officiers de renseignement peuvent escompter de leurs maîtres politiques.

Ces événements constituent ainsi ce qu'il faut bien appeler la première « crise » de renseignement d'Obama. Le président continue toujours d'appréhender le renseignement comme un objet politique plutôt que se soucier de ce qu'il fait ou peut faire.

*Auteur de l'ouvrage « Intelligence : from Secrets to Policy » (CQ Press, 4^e édition, 2009).

Roland
Hureaux

En puisant dans le passé, l'historien replace le débat actuel sur l'identité nationale dans une perspective plus large.

L'identité française, un condensé de l'identité européenne

L'identité française ne se sépare pas de l'identité européenne.

Dire cela n'a rien à voir avec une quelconque perspective supranationale, au contraire.

L'Europe est entrée dans l'histoire avec les cités grecques. C'est leur amour passionné de la liberté qui s'est exprimé à Marathon, aux Thermopyles, à Salamine, à Platées, contre ce que les marxistes devaient appeler plus tard le « despotisme oriental ».

Même refus d'une monarchie orientale avec la victoire, plus ambiguë, d'Octave à Actium, contre Antoine et Cléopâtre.

Tout en sauvant la façade républicaine, Octave, devenu Auguste, n'en imposa pas moins à Rome un modèle impérial, au mépris de la tradition romaine et de l'esprit de liberté des peuples occidentaux. Celtes ou Ibères. Mais au bout de quelques siècles, l'Europe, sous le choc des barbares, revint à un nouveau type de morcellement. Cette Europe où, depuis l'édit de Caracalla (312), tous les hommes libres sont

citoyens ne supporte plus les pouvoirs trop lointains. L'Église, nouvellement établie, encouragea ce mouvement. En se partageant l'Empire, les Francs en Gaule, les Wisigoths en Espagne, les Ostrogoths en Italie, les Angles et les Saxons en Angleterre, les

Suèves au Portugal esquissent la carte politique de l'Europe actuelle : des entités politiques de taille moyenne, pesant moins que les grands empires byzantin ou arabe mais où le pouvoir semble plus à portée du grand nombre, et devait l'être encore plus avec l'émiettement féodal.

Les tentatives de reconstituer un grand bloc européen de type impérial sur le modèle romain ne manquèrent pas : Charlemagne, le Saint Empire romain

« Comment la France ne serait-elle pas inquiète, elle qui, presque tout au long de son histoire, a combattu les empires, d'entendre Barroso dire : "Parfois j'aime comparer l'Union européenne, en tant que création, à l'organisation des empires" ? »

germanique, les Habsbourg, jusqu'à Napoléon et Hitler, mais elles firent les unes après les autres long feu. Il est significatif qu'au XX^e siècle les totalitarismes s'emparèrent des deux nations qui avaient un moment prétendu relever l'héritage de Rome, l'Allemagne des Kaisers, la Russie des Czaars (deux déformations de César). Mais ils n'ont eux, eux aussi, qu'un temps.

Cette histoire tourmentée fait-elle, autant qu'on le dit, de l'Europe une terre de brassage ethnique ? Au 1^{er} millénaire, pas au second. Et même parmi les envahisseurs, ceux qui ne furent pas défaits sur les champs de bataille (les Huns, les Hongrois, les Turcs), tels les Germains durent adopter la civilisation des premiers occupants. Les Arabes qui, seuls, imposèrent leur civilisation en Espagne, en furent finalement rejetés, comme les Turcs devaient l'être des Balkans.

Et la France dans cette histoire, dira-

ton ? À un degré suréminent, elle porte cette vocation européenne de liberté, elle en est l'emblème.

Emblématique déjà par sa position : le seul qui soit à la fois sur la mer du Nord, l'Atlantique et la Méditerranée, maritime et continental (au sens de MacKinder), latin et franc, catholique mais teinté de protestantisme, chrétien mais inspirateur des Lumières, notre pays est à lui seul un condensé de l'Europe.

Comment jadis les cités grecques, il incarna tout au long de l'histoire – sauf l'exception napoléonienne – la résistance à la tentation impériale paneuropéenne : contre le Saint Empire, contre les Habsbourg, contre le Reich bismarckien.

Redécouvrant à la fin du XVIII^e siècle les valeurs de la démocratie, les Français, comme les Grecs jadis, sont bien les Européens par excellence. Ils sont un peu à l'Europe ce que l'Europe est au monde. Leur identité, c'est d'abord cela.

Tout cela appartient-il au passé ? Loïn de nous l'idée d'oublier ce que la chute du rideau de fer doit à des acteurs non européens, Américains bien sûr mais aussi Afghans. Reste que cet événement résulta aussi du combat de grands Européens ; Jean-Paul II, Walesa et d'autres et doit être considéré comme une grande victoire de la civilisation européenne.

En refusant, au tournant des années quatre-vingt, avec plus de détermination que d'autres l'ultime menace soviétique qu'exprimait la prolifération des euromissiles, notre pays réagit alors en conformité avec son sens séculaire de la liberté.

Comment dès lors s'étonner que la France doute de son identité dès lors que de nouvelles menaces semblent, à tort ou à raison, lui rappeler ce que, tout au long de l'histoire, elle a, comme les autres Européens, rejeté ?

Toujours ouverte aux autres cultures, y compris arabe, comment se résignerait-elle à ce que l'Europe appartienne jamais à l'Oumma, ainsi que l'envisagent certains islamistes ?

Comment pourrait-elle accepter que certains faucons américains, tel Zbigniew Brzezinski, prônent la mise en tutelle de l'Europe au sein d'un nouvel ordre impérial ?

Comment ne serait-elle pas inquiète, elle qui, presque tout au long de son histoire, a combattu les empires, d'entendre Barroso dire : « Parfois j'aime comparer l'Union européenne, en tant que création, à l'organisation des empires », même s'il ajoute qu'il s'agira du « premier empire non impérial » (1). De quelle manière que cela soit dit, il n'est en tous les cas pas dans la vocation de la construction européenne de substituer à la variété colorée de ses personnalités nationales la grisaille d'un soft power bureaucratique.

Loïn de se replier sur elle-même, la France, en se souciant de son identité, ne fait que défendre, comme elle l'a toujours fait, l'identité de l'Europe.

(1) Conférence de presse à Strasbourg (10 juillet 2007).

